

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Déclaration du Bureau National du MJS, 11 octobre

Ils ont fait tapis, à nous de redistribuer les cartes !

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 22 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

La situation actuelle n'est pas le fruit du hasard : le laisser-faire et la dérégulation ont été des décisions politiques. Les spéculateurs, le monde de la finance, ont fait un choix, celui de jouer leur tapis pour gagner le jackpot.

Les marchés financiers ont été construits en maintenant une opacité délibérée dans leurs activités : normes comptables, agences de notation à la fois juges et parties, opérations non réglementées, comptes off-shore, paradis fiscaux. Tous ces outils ont permis aux tenants du libéralisme financier d'ôter aux citoyens tout moyens de contrôle et de surveillance de leurs activités. Les institutions internationales et européennes ont été parties prenantes de ce désastre par leur refus de réguler les échanges économiques et les flux de capitaux.

La situation, en France et en Europe, est grave : récession, crédits de plus en plus chers et difficiles à obtenir, investissements à la baisse et donc augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Conséquence directe : une nouvelle pression, à la baisse, sur les salaires alors même que le SMIC actuel ne permet pas de vivre dignement.

Hier décriée, la puissance publique est aujourd'hui appelée au secours des spéculateurs. Les milliards d'euros injectés le seront donc pour sauver le système : pour sauver les banques, les assurances ... quand rien n'est fait à côté pour augmenter le pouvoir d'achat ! Voilà le nouveau modèle économique qu'on essaie d'imposer aux français : nationalisation des dettes et privatisation des profits.

La crise que nous vivons vient de loin. Le système marche sur la tête : les déséquilibres systémiques d'hier annoncent les crises de demain. Seule une nouvelle organisation de la production et de la répartition des richesses créées peut nous amener durablement sur les chemins de la croissance économique et du progrès social.

La crise, parce qu'elle illustre l'actualité de la régulation et du contrôle démocratique, invite la gauche toute entière à promouvoir un autre modèle de développement. C'est le politique qui doit imposer ses priorités aux acteurs économiques et non plus l'inverse.

« Un nouveau réalisme économique » : la démocratie et la répartition de la richesse au centre d'un nouveau modèle de développement.

- ▶ Par une meilleure répartition des richesses entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui vivent de leurs seuls placements. Les salaires, retraites et minimas sociaux doivent être augmentés. Seule une meilleure rémunération du travail peut garantir un système stable et prospère.
- ▶ Par une réforme des organisations internationales : FMI, OMC, etc. Elles devront enfin prendre des mesures radicales contre les paradis fiscaux. A l'origine des dérégulations, elles devront désormais faire du développement humain et démocratique le moteur de leurs interventions.
- ▶ Par un changement de paradigme en Europe : le pacte de stabilité doit être suspendu, la BCE doit être sous contrôle démocratique et mise au service de la lutte contre le chômage et la précarité. Plus généralement, il faut mettre en place un gouvernement économique pérenne de l'UE qui permette la convergence, par le haut, des systèmes fiscaux et sociaux.
- ▶ Par une réappropriation citoyenne de l'économie par la démocratie sociale : Participation obligatoire des salariés dans les conseils d'administration à égalité avec les représentants des directions, développement de l'économie sociale et solidaire (coopératives).
- ▶ Par une réappropriation démocratique de l'économie à travers le retour de la puissance publique : mise en place d'une nouvelle politique industrielle afin de relever les défis du développement durable, création d'un fonds souverain et d'agences publiques de notation. Il faut également donner les moyens aux collectivités territoriales d'être acteurs du développement économique sur leurs territoires, notamment en ce qui concerne les régions et les Communautés urbaines.
- ▶ Par un pouvoir politique qui assume ses responsabilités en posant des limites claires au libre-échange : réactivation du tarif extérieur commun pour protéger nos entreprises du dumping social, relocalisation d'une partie de

Ils ont fait tapis, à nous de redistribuer les cartes !

la production.

Tous ces principes sont ceux d'un nouveau socialisme démocratique que nous appelons de nos vœux.

Les citoyens doivent reprendre les cartes en main et ne plus les lâcher.